

CIBLE

Ukraine

La « révolution orange » a échoué. En décembre dernier, ses partisans parisiens avaient poussé la population de Kiev à l'insurrection, glorifié le changement accompli puis abandonné à leur sort l'Ukraine et ses nouveaux dirigeants.

Or le nouveau gouvernement n'avait pas tardé à être paralysé par les rivalités internes et les affaires de corruption. Le président de la République a donc limogé le Premier ministre Ioulia Timochenko, plus célèbre par son physique avenant que par sa réputation, et changé de gouvernement.

Ceux qui connaissent l'Ukraine décrivaient fin 2004 une situation beaucoup plus complexe que l'opposition entre pro-russes et nationalistes ukrainiens construite sur un schéma manichéen. Ils proposaient une coopération concrète entre l'Union européenne et la Russie pour aider ce pays noyé dans la corruption.

On n'a rien fait, ni pendant, ni après la « révolution orange ». On continuera de ne rien faire pour aider le nouveau gouvernement. A Paris comme à Bruxelles, les eurocrates resteront indifférents à l'Europe que nous voulons, quant à nous, réunir et développer.

TENDANCE

Le reflux américain

Idées

**Jean-Claude
Guillebaud**

p. 9

Constitution

**Quelles
réformes ?**

p. 12



Deuil

Philippe Beaume

Membre du Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste, cofondateur de notre mouvement, Philippe Beaume nous a quittés le 3 août.

Philippe était trop jeune encore pour partir aussi vite et brutalement. Plusieurs fois hospitalisé, sa maladie l'avait rendu fragile mais il venait régulièrement aux réunions du Comité directeur et du Conseil national, souriant, un rien moqueur, toujours pertinent dans ses interventions. Philippe était le plus vieil ami d'Yvan Aumont, celui qui l'avait amené à rejoindre le mouvement royaliste. J'appartenais, comme eux, à la génération entrée en politique pendant la guerre d'Algérie. Pour Philippe et Yvan, c'était avant le 13 mai 1958. Pour moi, ce fut en 1959. Mes deux anciens devinrent très vite plus que des camarades de combat - des amis. La disparition de Philippe fait ressurgir d'innombrables souvenirs et ravive la douleur éprouvée lors de la disparition de son père, Jacques Beaume, lui aussi cofondateur de la Nouvelle Action royaliste et qui présida longtemps notre Comité directeur.

Nos relations fraternelles avec Philippe et notre chagrin

intime ne nous conduisent pas à embellir sa vie. La vérité suffit. Hors des cercles dirigeants et des très anciens militants, Philippe Beaume n'était pas connu. Il n'écrivait pas dans nos publications, depuis longtemps il n'animait plus nos réunions - lui qui fut, avec son père, le pilier de la section royaliste du 15^e arrondissement.

Son activité militante classique avait été interrompue par une longue carrière dans nos ambassades : il fut conseiller agricole à Téhéran, au Caire, à Alger et de poste en poste, ce grand voyageur amoureux du Maroc en profitait pour prendre les routes et les pistes de Turquie, d'Iran, d'Afghanistan.

Chemin faisant, il avait accumulé une expérience considérable des relations internationales et des politiques de développement. Depuis la création de *Royaliste*, des centaines d'articles furent écrits sous son inspiration, selon ses conseils et vérifiés plume à la main lorsque ce militant contraint au devoir de réserve se trouvait à Paris.

Lorsqu'il revint s'installer dans la capitale avec sa femme et ses enfants, Philippe reprit sa place au sein du Comité directeur. Avec son père et après lui, il joua un rôle majeur dans les relations avec les princes de la Maison de France et dans maintes prises de décision.

Je prendrai un seul exemple. Au plus fort de la guerre civile en Algérie, un adhérent nous pria de recevoir des dirigeants du Front des forces socialistes (FFS) présidé par Aït Ahmed. La demande était surprenante, émouvante mais sonnait étrangement pour Philippe, Yvan et moi-même car, dans notre tumultueuse jeunesse, nous n'éprouvions guère de sympathie, c'est le moins qu'on puisse dire, pour ce dirigeant du FLN. Mais c'est sans le moindre trouble que nous avons ouvert notre porte, un dimanche de Pâques, à deux responsables du FFS dont il nous faut encore aujourd'hui taire les noms.

Philippe les étonna par sa connaissance du pays - de ses dirigeants, de son économie générale mais aussi de telle

ferme qu'il avait visitée en Kabylie. Avec l'accord de notre Comité directeur, nous décidâmes très vite de répondre à leur demande d'aide. Ils voulaient être reçus à l'Élysée, à Matignon, au Quai d'Orsay et par les principaux partis politiques. Le Parti socialiste fit la sourde oreille, et la Ligue des Droits de l'homme, que nous avions alertée, resta muette : leurs amitiés nouées avec le FLN étaient encore trop fortes pour qu'ils prennent soin de ces Algériens qui militaient pour la paix civile et l'instauration d'une République - d'un véritable État de droit.

La France était alors en période de cohabitation mais les *mitterrandiens* que nous étions avaient également des amis sûrs dans les cabinets de MM. Balladur et Juppé, ainsi qu'au RPR. Les représentants d'Aït Ahmed furent reçus comme ils le souhaitaient, nous avons obtenu les visas qu'ils demandaient pour que les héroïques femmes et sœurs de militants algériens puissent venir quelques jours se reposer à Paris. Avec Régine Judicis, qui avait rejoint notre très discret groupe de soutien, je les ai accompagnés à l'Élysée...

Chaque fois que nos amis, menacés de morts par tous les protagonistes du conflit, nous demandaient conseil, c'est Philippe qui leur répondait avec justesse et prudence : nous restions à Paris, alors qu'ils repartaient au péril de leur vie.

Tel était notre compagnon des bons et des mauvais jours, aux dévouements infinis. Karine et ses filles savent que nous ne cesserons de le pleurer.

Bertrand RENOUVIN

royaliste 
B-MOISSEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Philippe Beaume - p.3 : Quand les borgnes louchent - p.4 : CNE qu'un début - Le mythe est mort - p.5 : La gifle à Blair - p.6/7 : Le reflux américain - p.8 : Otages - Nizan mort et réhabilité - p.9 : La force de conviction - p.10 : Soirées de Struga - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Manoeuvres de diversion.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Quand les borgnes louchent

Sale temps pour les conjoncturistes. À l'exemple de Sylvie Fernoy, ils doivent se transformer en psychologues de bazar moldo-valaque pour expliquer le déni de réalité qui affecte la gent oligarchique.

« **Q**uand les borgnes louchent, la canardée n'est pas loin ! » Voilà ce que me répétait, en ma prime jeunesse, ma grand-mère, Helvète exilée en Anjou, après avoir lampé sa fillette de vin blanc.

La canardée, en français de chez nous, c'est la rude gamelle, le gadin magistral, la dégringolée. C'est bien ce qui menace les chefs de partis, les seigneurs du patronat, les cireurs de pompes grimés en journalistes.

Au retour de Tegucigalpa, c'est l'ambiance euphorique qui me frappe. Elle dégouline des discours officiels, elle suinte des écrans. On oppose le bouillant Sarkozy à l'élégant Villepin ; on est tout ébaubi lorsque François Hollande lance une pique au gouvernement. J'ose pour ma part affirmer que l'oligarchie tout entière est en proie au même déni de réalité.

Il ne s'est rien passé le 29 mai. Il n'y a pas eu de désaveu massif et cinglant des chefs politiques de gauche et de droite et des éminents éditorialistes qui ont fait campagne pour le *oui*. Loin de la xénophobie lepéniste et de la démagogie villiériste, il n'y a pas eu ce clair et net vote de classe - celui des salariés de tous rangs contre le haut patronat. Il n'y a pas eu le

rejet raisonné de l'ultra-libéralisme, de la concurrence à tout va...

Cette protestation d'un peuple en attente de révolution a été réduite à une simple inconvenance, à un hoquet passager qui brouilla un instant les conversations à la table des maîtres. Avec l'été, le temps des réjouissances est revenu et septembre a vu reparaître des dirigeants détendus, heureux de vivre dans le rire, les chamailleries et la parade.

Prenons l'exemple de Jean-Louis Borloo. Mon hebdomadaire de référence (1) m'apprend que Jean-Louis et Béatrice Schönberg (« la star du JT de France 2 ») se sont mariés le 21 juillet et ont passé leur voyage de noces en Toscane. Comment, vous ne saviez pas ? Jean-Louis et Béatrice vivent ensemble depuis deux ans, « passent ensemble leurs week-ends à Marrakech - où ils ont acheté un riad - et s'habillent à l'unisson en Armani ». C'est cette journaliste radieuse qui va présenter en toute objectivité les faits et gestes de son mari. C'est ce ministre rayonnant qui mitonne les emplois au rabais payés en roupie de sansonnet qui vont dégonfler les statistiques du chômage.

Et comme un bonheur toscano-marocain ne vient jamais seul, des journalistes enjoués nous ont informé que le

chômage avait baissé (- 1 % en juillet) et que, par voie de conséquence, il allait continuer de diminuer. Ils ne nous ont pas donné les raisons de cette baisse (des fournées d'emplois aidés, des radiations de demandeurs) car les bonnes nouvelles n'ont nul besoin d'être commentées.

Les mauvaises non plus, d'ailleurs. Baisse (- 0,3 %) de la consommation au deuxième trimestre. Déficit colossal (3,2 milliards d'euros) de notre commerce extérieur. Une dette publique qui va atteindre les mille milliards d'euros à la fin de l'année. Une logique de récession soulignée par la baisse de la production industrielle (par rapport à juin, - 0,9 % en juillet) et qui sera aggravée par la baisse du pouvoir d'achat des ménages et par les tentatives imbéciles de réduction du déficit budgétaire. Tout cela nous a été présenté à la télévision par des journalistes impassibles en des phrases qui étaient des modèles de concision.

Ne troubler en rien l'euphorie gouvernementale. L'attention était pleine de délicatesse mais exigeait une grande habileté car on arrivait au bout des cent jours de M. de Villepin. Cent jours au terme desquels il avait promis de rétablir la confiance. Pari perdu d'avance car le nouveau Premier ministre n'avait pas entamé la moindre réflexion sur l'euro fort et les privatisations, ni fait

obstacle aux revendications patronales. Pari perdu à l'échéance, puisque 80 % des Français continuent à ne pas faire confiance au gouvernement.

Les *sondomaniques* décidèrent que ce sondage-là n'était pas intéressant car le cas Villepin méritait une toute autre interprétation : le bilan de la gestion était certes décevant mais le Premier ministre s'était imposé par son style. C'est vrai qu'il est fin, élégant, parfaitement bien élevé, le nouveau dauphin du président ! Cette *image positive*, confortée par les effets d'annonce d'une communication aussi impeccable qu'un costume de chez Armani, permet aux grands médias de se livrer à leur jeu favori : aiguïser par tous les procédés possibles la rivalité entre Nicolas et Dominique, ce qui était particulièrement excitant pendant l'hospitalisation du président de la République.

Nous sommes conviés à cette joute distrayante sans que nul ne s'étonne de l'argumentaire des deux rivaux : à la majorité de Français qui a voté contre le libéralisme économique, Dominique répond que la confiance se rétablira par des mesures ultra-libérales et Nicolas affirme que *les Français* veulent des réformes hyperlibérales.

Mais, au final, c'est encore le Medef qui remporte le grand prix de l'euphorie. Lors de son université d'été, l'organisation patronale s'est donnée pour objectif de « *réenchanter le monde* ». Comme Laurence Parisot est une femme, et parce que c'est une femme, sûr qu'elle va faire chanter les matins, la nouvelle présidente du Medef...

Point sotté, la Parisot. Fini la déprime ! Plus de nonisme. Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? La généralisation des « *Contrats nouvelles embauches* », pardieu !

Sylvie FERNOY

(1) *Gala* - « *L'actualité des gens célèbres* », n° 634, 3 août 2005, 2 €. Pages 4 et 5.

C NE qu'un début...

Présenté comme la mesure phare du plan d'urgence pour l'emploi, le contrat nouvelles embauches (CNE) est un premier coin enfoncé dans le Code du travail.

Depuis le 4 août, les entreprises de vingt salariés au plus peuvent embaucher un salarié en contrat à durée indéterminée avec une période d'essai de deux ans. Cela signifie que pendant deux ans, les employeurs pourront licencier un salarié sans avoir à motiver leur décision, pratique que le Code du travail, justement, interdisait. Une première ! Certes, il ne concerne que les entreprises de vingt salariés au plus, mais rien n'interdit de penser qu'il sera bientôt étendu à d'autres catégories d'entreprises. C'est en tout cas ce que vise le Medef !

L'objectif affiché par Dominique de Villepin est de créer des emplois. Mais le flou total demeure. Aux alentours du 20 août, Bernard Charpy, directeur général de l'ANPE et ancien conseiller social de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, estimait à six cents le nombre de CNE signés en trois semaines ; le 1^{er} septembre, en conférence de presse, le chef du gouvernement en annonçait trente mille... Mais, en coulisse, personne n'est dupe. Six jours plus tard, devant un parterre de journalistes, Jean-Louis Borloo affirmait qu'il ne s'agissait là que d'une estimation et qu'il était impossible de connaître le véritable nombre de CNE. Il reconnaissait d'autre part que le CNE ne créerait pas d'emplois dans la mesure où il ne ferait que se substituer aux autres formes de précarités : contrats à durée déterminée (CDD) et travail intérimaire. Peu importe de

toute façon puisque le véritable objectif est de faire sauter tous les verrous qui protègent les salariés au nom de la libre entreprise et de l'emploi.

En réaction, les organisations syndicales organisent une série de manifestation dans toute la France le 4 octobre prochain avec pour mot d'ordre : l'emploi, le pouvoir d'achat et les salaires. L'idéal aurait été de mobiliser plus rapidement et avec comme thème la défense du Code du travail. Mais, le gouvernement a fait adopter son plan en juillet, et les syndicats ont longuement hésité. D'abord parce qu'ils ne croient plus aux formes d'action traditionnelles : leurs mandants veulent bien manifester, mais à condition que cela serve à quelque chose. Or, les dernières manifestations, même très réussies comme celle du 10 mars, ne furent pas suivies d'effet. Ensuite, parce que les syndicats se sentent en décalage avec le monde du travail et craignent de se voir débordé par l'extrême gauche plus en phase avec les aspirations des salariés. Jacques Voisin résume assez bien le sentiment qui domine actuellement chez les principaux responsables syndicaux : « *Cette rentrée n'est pas comme les autres, avoue-t-il à Libération, un gaz s'est répandu dans la société française, la moindre étincelle pourrait tout faire exploser.* » Et les syndicats ne veulent pas en assumer la responsabilité : d'où leurs tergiversations.

Nicolas PALUMBO

Le mythe est mort

Cessons de nous faire peur en agitant la menace de la superpuissance américaine. Le mythe est mort, le modèle s'est effondré, la société a éclaté, la présidence est discréditée...

Comme l'antisoviétisme en 1985, l'antiaméricanisme est devenu depuis plusieurs années une passion inutile. Il a toujours été absurde de diaboliser la politique américaine, il n'est plus guère nécessaire de critiquer l'idéologie américaine et le système qui impressionne encore quelques rêveurs et de nombreux clients. Pourquoi ?

Parce que la prétendue « superpuissance » a révélé sa faiblesse au fil de cinq crises majeures qui scandent le déclin américain.

On se souvient de l'interminable feuilleton qui a marqué la première et très douteuse élection de Georges Bush : on s'aperçut alors que le fameux « régime présidentiel à l'américaine » se déroulait au suffrage indirect dans des conditions d'improvisation et de manipulation dignes d'une république bananière.

On a oublié le doux délire sur la « nouvelle économie », mais pas la longue série des scandales financiers qui ont ruiné le mythe de la libre entreprise américaine, moteur de la dynamique du capitalisme moderne et post-moderne.

Vint ensuite le 11-Septembre, qui révéla la fragilité des systèmes de protection des États-Unis contre les agressions extérieures. Point n'est besoin d'insister...

La coalition montée contre l'Irak de Saddam Hussein

commença par une victoire facile – la prise de Bagdad – suivie d'une anarchie politique et d'une « gestion » du conflit qui ont plongé les soldats américains dans un borborygme sanglant dont ils ne sont pas près de sortir.

Le cyclone qui s'est abattu sur la Louisiane fin août et qui a submergé La Nouvelle-Orléans révèle cruellement l'incapacité du pouvoir politique, qui n'a pas su assurer la sécurité des personnes et la protection de leurs biens, la piteuse attitude de George Bush, cherchant à rattrapper son inertie par un lamentable effet de communication, l'absence de prévention contre une catastrophe prévisible, la lenteur des secours et, surtout, l'état consternant de la société américaine : des policiers qui pillent, des populations qui s'arment contre les réfugiés, l'indifférence des privilégiés à l'égard du prolétariat – qui a généralement la peau noire.

Ce sont les journalistes américains, plus courageux que les nôtres, qui décrivent le mieux cette crise générale sur fond de lutte de classes et de haine raciale. Leurs constats navrants devraient inciter les dirigeants politiques du pays à d'immenses réformes. Mais il est rare qu'un empire parvienne à se réformer : la logique de la toute-puissance est en elle-même mortifère.

Maria DA SILVA

La gifle à Blair

Les attentats londoniens de juillet ont cassé net l'élan international de Tony Blair. Tariq Ramadan est appelé à la rescousse.

Derrière l'Union sacrée des Britanniques et de la communauté internationale face aux attentats dans le métro londonien, le prestige de Tony Blair n'est pas sorti renforcé de l'épreuve. N'est pas Churchill qui veut. Mais surtout les circonstances diffèrent : contrairement au Blitz de 1940 ou au 11-Septembre, le coup porté vient de l'intérieur. Le *New Labour* n'a pas atteint son objectif qui était de redonner une nouvelle identité au Royaume-Uni.

L'intégration semble même reculer. Certains outre-Manche commencent à regarder vers le *modèle* français. Ils souhaitent revenir sur certains abus du communautarisme qui dissout tout concept de citoyenneté et laisse l'organisation de la vie des musulmans à des notables sans contrôle. Les pères, en terre anglaise, ont soutenu le mouvement à l'encontre de Salman Rushdie en 1989, déclenchant une onde de choc mondiale. Les fils, nés en Angleterre, posent des bombes ou approuvent ceux qui le font. Les premiers sont venus dans la mère-patrie avant la partition de l'Inde. Ils ont poursuivi le rêve impérial. Les seconds le leur reprochent et passent de l'islam ourdou qu'ils ignorent, non pas à un islam européen qui reste à construire mais à un islam pur, virtuel mais aussi arabe littéral. L'Afghanistan a permis de faire le lien du monde indien au monde arabe. Al-

Qaïda s'avère ici un passeur dont la responsabilité intellectuelle indirecte est vraisemblablement plus décisive que sa participation directe logistique.

Dans cette perspective, la contribution d'un Tariq Ramadan, qui passa de nombreuses années en Grande-Bretagne (1) avant de s'intéresser à la France, pourrait paradoxalement aider à l'ouverture européenne du monde musulman anglais et le rapprocher insensiblement des évolutions en cours en France.

Dans l'immédiat, c'est la décredibilisation du modèle britannique et de Tony Blair en personne qui fera date. Encourager le *Londonistan* tout en faisant la guerre en Irak revenait à faire le grand écart. Plus cohérente, au moins dans le principe, la position française qui combine opposition à la guerre en Irak et vigilance à l'égard des prédicateurs extrémistes. Elle est plus propre encore à faire émerger ce fameux islam européen dont on attend une critique plus articulée des régimes conservateurs arabo-musulmans au lieu d'espérer merveille d'un *Grand Moyen-Orient* démocratique avec des imams populistes dont dépendraient les musulmans européens. La stratégie Blair, décalque européen, sur ce point, de celle des néo-conservateurs américains, a fait ouvertement faillite. On s'étonne que la France n'en profite pas pour

reprendre l'avantage sur cette question.

L'échec de Blair démode aussi, à peine formulé, son discours du G 8 sur l'aide internationale, l'Afrique et tutti quanti. Il introduit le doute non seulement sur la priorité désormais accordée à ce sujet par la présidence européenne, mais encore sur sa sincérité même. L'argumentation selon laquelle le terrorisme serait le fruit de la pauvreté n'était jamais absente de la conscience des auteurs des différents rapports qui ont popularisé la lutte contre la pauvreté. À l'évidence, les attentats londoniens après ceux du 11-Septembre accréditent de toutes autres explications plus culturelles et politiques.

En définitive, c'est tout l'agenda européen de Blair qui se trouve bouleversé autant que celui du G 8 et de la politique intérieure britannique. Fini le superbe isolement du Conseil européen de juin : Londres a plus que jamais besoin de l'appui et de la coopération de ses pairs européens. Les attentats de Londres ne s'inscrivent pas dans la logique des attentats du 11-Septembre, mais dans celle de la difficile gestation de l'islam en Europe, dans un contexte culturel et partant politique très différent de la problématique religieuse américaine.

Yves LA MARCK

(1) « *Ce qu'il y a de plus approchant de la Royauté pour les partisans du renouveau musulman* » (en tant que petit-fils du fondateur des Frères Musulmans), selon la revue britannique *Prospect* août 2005.

BRÈVES

♦ **CORÉE** – On a appris le 23 juillet dernier la mort, sans postérité, du prince Yi Ku, né en 1931, neveu de Yung-hui, dernier empereur de Corée, qui avait été contraint à l'abdication en 1910 par les Japonais. Les obsèques de Yi Ku ont été célébrées à Séoul devant près de 3 000 fidèles, membres de l'organisation monarchiste JYCA dont un porte-parole a annoncé la reconversion en tant qu'association culturelle et historique.

♦ **ROUMANIE** – Le roi Michel de Roumanie a exprimé sa tristesse après la mort d'Alexandre Paléologue : « *Ma famille et moi ne pouvons oublier qu'Alexandre Paléologue a été le premier Roumain appartenant aux milieux politiques à venir à Versoix [où le roi vivait en exil] après décembre 1989. Il a risqué sa carrière en criant Vive le Roi !, en 1990, au milieu des centaines de Roumains venus me saluer à l'église roumaine de Paris* ». Ancien ambassadeur de Roumanie en France, Alexandre Paléologue avait été l'invité des *Mercredis de la NAR* en 1990.

♦ **ALBANIE** – Le Mouvement pour le redressement national (LZHK) qui avait été créé, il y a peu de temps, par le roi Leka 1^{er} a subi un échec aux élections législatives de juillet dernier et n'a pas réussi à franchir la barre qui lui aurait permis d'obtenir des députés à l'Assemblée nationale.

♦ **ARABIE SAOUDITE** – Le roi Fahd est décédé le 1^{er} août à l'âge de 84 ans. Victime d'une attaque cérébrale en 1995 qui l'avait laissé fortement diminué, il n'exerçait plus le pouvoir effectif et c'était le prince héritier, son demi-frère, qui gérait les affaires du royaume. Ce dernier, le prince Abdallah Ben Abdel Aziz, nouveau souverain, serait convaincu de l'impérieuse nécessité d'engager des réformes de fond afin de couper l'herbe sous le pied des extrémistes islamistes, conviction qui ne serait pas partagée par les autres princes de la famille royale.

♦ **TUNISIE** – Un avocat tunisien, M^{re} Kamel Ben Tahar Chaabouni, a jeté cet été un beau pavé dans la mare en publiant une longue tribune libre, très abondamment reprise et diffusée sur les réseaux internet. Dans ce texte il souhaite pour son pays « *l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, démocratique et laïque* ». Pour lui la monarchie serait « *facteur d'unité nationale* », « *symbole de la nation* », et de « *l'enracinement dans son histoire* ». Par ailleurs, dans une tribune publiée dans le quotidien *Assabah*, Mohamed Driss, directeur du Théâtre national tunisien, appelait à la réhabilitation de la dynastie husseinite dont les beys ont gouverné le pays pendant plus de trois siècles.

Le reflux américain

Après avoir séjourné à Bakou (Azerbaïdjan), notre directeur politique a de nouveau effectué un long périple au Tadjikistan, afin d'approfondir ses observations sur le développement économique du Pamir. Au fil de ses rencontres avec des hommes d'État, des diplomates et des militaires, il a pu mesurer l'immense écart entre le discours des médias français sur l'Asie centrale et l'évolution des rapports de force dans cette partie du monde.

Une révolution au Kirghizstan : le 24 mars, le président Askar Akaïev est renversé après quelques jours de manifestations de rue. Un massacre en Ouzbékistan : le 13 mai, l'armée et la police ont noyé dans le sang de plusieurs centaines de morts le mouvement insurrectionnel déclenché à Andijan par des islamistes et des opposants à la dictature exercée par le président Islam Karimov.

Au printemps dernier, l'Asie centrale a été brièvement placée au centre de l'actualité internationale et les Français qui s'intéressent à la géopolitique ont disposé d'informations relativement abondantes. J'avais alors recueilli les principaux commentaires publiés dans la presse écrite de référence et repris par les grandes chaînes de télévision. Ceci afin de mesurer le degré de pertinence des analyses, généralement concordantes, publiées par d'éminents confrères parisiens. L'été venu, j'ai pu mener ma propre enquête depuis ce bon obser-

vatoire qu'est le Tadjikistan et auprès de milieux bien informés. Mes premières conclusions ne me conduisent certes pas à formuler une théorie générale sur l'évolution de l'Asie centrale, mais elles contredisent la plupart des thèses publiées par *Le Monde*, *Libération* et *Le Nouvel observateur*.

Thèses concordantes, assénées sans prudence. Elles consistent à plaquer sur les pays d'Asie centrale la théorie des dominos élaborée à l'époque de la guerre froide : en résumé, la chute d'un potentat entraînerait celle de tous les despotes, dictateurs et autres tyrans qui ont prospéré sur les ruines de l'Union soviétique et qui sont restés liés à la Russie. Après la révolution des roses en Géorgie, après la révolution orange en Ukraine, la révolution des tulipes (ou des citrons !) au Kirghizstan, puis le massacre d'Andijan qui souligne la fragilité du pouvoir ouzbek...

Ainsi déclenchée, la dynamique populaire et démocratique

gagnerait prochainement le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie... et chaque révolution marquerait un nouveau recul de la présence et de l'influence russes.

« Poutine perd ses potes », titrait triomphalement *Libération* le 25 mars dernier. Le ton était donné. « Une nouvelle déconvenue pour Poutine », assurait Jean-Marcel Bouguereau, rédacteur en chef au *Nouvel Observateur* qui notait que « même si on est hostile à la théorie des dominos, on ne peut pas s'empêcher d'y faire allusion ». L'éditorialiste du *Monde* célébrait le 25 mars « le printemps kirghize » et les déconvenues russes : « Après avoir perdu l'Europe centrale puis les États baltes, la Russie voit son étranger proche échapper à l'influence de la nomenklatura formée à l'école soviétique ».

Le 29 mars, Gérard Chaliand, présenté comme « spécialiste des questions géostratégiques », annonçait au *Figaro* que « le fait majeur,

depuis le dépérissement de l'Union soviétique en 1991, est sans conteste le reflux russe ». Après l'allusion oblique au « grand jeu » qui opposait les Anglais et les Russes en Asie centrale au XIX^e siècle, le même expert jugeait que l'« affrontement feutré » entre les puissances russe et américaine dans cette partie du monde « est aujourd'hui tout à l'avantage des États-Unis ». À la remorque, Radio France Internationale décrivait le 4 avril « les dominos de l'Asie centrale »...

Bien entendu, le lecteur attentif trouvera dans la grande presse quelques articles qui atténuent ou contredisent la thèse dominante. Le 26 mars, *Libération* donne la parole à David Gaüzere, auteur d'une thèse de doctorat sur le Kirghizstan à l'université de Bordeaux III, qui estime que « les Américains ont soutenu le mouvement mais ils ne le contrôlent pas complètement » et dans le même journal Jacques Amalric écrit (le 7 avril) que la « révolution des tulipes » a reçu « l'aval de Poutine ». Dès le 25 mars, Laure Mandeville estimait dans *Le Figaro* que « géographiquement, la révolution des tulipes a peu de chances d'échapper longtemps aux contingences géopolitiques. Pour durer, il lui faudra trouver un compromis avec Moscou ». Mais ces opinions ne font pas les gros

titres des journaux cités et ne modèrent pas les commentaires télévisés, qui soulignent en toutes occasions l'inéluctable renforcement de la présence américaine en Asie centrale.

Cette thèse géostratégique est inspirée par la conception « *néo-tocquevillienne* » de l'Histoire qui fleurit aux États-Unis depuis la fin de la guerre froide et qui inspire les ONG financées par les services américains : après le « *totalitarisme* » soviétique et les dictatures bureaucratiques qui lui ont succédé, viendrait nécessairement le triomphe de la démocratie à l'américaine, fondée sur la renaissance des traditions de la « *société civile* » et sur le développement de « *l'économie de marché* ».

Bien exposée par Laëtitia Atlani-Duault (*Libération* du 31 mars) cette sous-philosophie de l'Histoire frappe par sa totale invraisemblance lorsqu'on se trouve au cœur de l'Asie centrale. Le retour de la « *société civile* » signifierait la prévalence du système clanique et le respect des anciennes traditions implique, par exemple, le mariage contraint des jeunes filles et le fondamentalisme religieux - ce qui n'empêche pas les agents des Américains d'invoquer les droits de l'homme.

Leurs organisations, qui disposent de capitaux considérables et d'agitateurs expérimentés, ne manquent pas d'efficacité : les « *révolutions* » d'Ukraine et du Kirghizstan ont été financées par diverses fondations d'outre-Atlantique, qui cherchent maintenant à déstabiliser d'autres régimes post-soviétiques. Mais cette stratégie se heurte aux réalités culturelles, politiques et économiques des nations visées. Rien n'est joué dans le Caucase et les États-Unis sont en train de perdre leur influence en Asie centrale.

Peut-on m'accuser de prendre, à l'exemple des américanophiles, mes souhaits pour des réalités ? Je me contenterai de rapporter ce que j'ai lu, entendu et constaté cet été.

Ainsi, j'ai relevé dans les journaux français et étrangers une information de première importance qui n'a pas été mise en valeur par la presse de référence : réunis le 5 juillet à Astana, capitale du Kazakhstan, les pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (Chine, Russie et républiques d'Asie centrale) ont demandé que « *les membres de la coalition [opérant en Afghanistan] décident d'une date butoir pour l'utilisation des infrastructures provisoires et la présence de leurs contingents militaires* » dans les pays concernés (1). En clair, cela signifie que les États-Unis sont vivement priés

de Poutine a signé avec le président Rakhmonov un protocole d'accord concernant l'installation d'une base militaire russe permanente au Tadjikistan (où se trouve la 201^e division motorisée) et l'utilisation, pour une durée de cinquante ans, de la station de contrôle de Nurek. Les deux présidents ont par ailleurs réglé le problème de la dette tadjike et le ministre russe des Finances a annoncé que son pays investira 250 millions de dollars dans la construction de la centrale hydraulique de Sangtouda.

Ce sont là des faits qui infirment la thèse du *reflux russe*. L'hypothèse de révolutions di-

n'est guère contesté par une population qui dispose d'une représentation parlementaire relativement équilibrée et qui voit dans toute manifestation de rue le prélude à une nouvelle guerre civile - celle qui a suivi la chute de l'URSS ayant fait plus de cent mille morts.

Les militaires américains vivent repliés dans leurs campements provisoires ou enfermés dans leurs ambassades, craignant des populations qui leur vouent du mépris ou de la haine. Dans le domaine économique, les États-Unis se contentent de distribuer de l'argent alors que la Russie mène une politique efficace d'investissements - par exemple dans la production d'aluminium et bientôt dans l'industrie touristique au Tadjikistan.

Ces constats élémentaires expliquent la fragilité des positions américaines en Asie centrale et l'échec récent de Donald Rumsfeld, qui s'était invité à Douchanbe le 26 juillet. Le ministre américain souhaitait que des troupes américaines puissent s'installer dans le centre du pays. Il oubliait que cette autorisation implique l'accord des autres États d'Asie centrale et que Moscou ne peut accepter qu'il y ait une base russe et une base américaine permanentes sur le même territoire. Comme les États-Unis jouent double jeu au Tadjikistan (les dons amicaux et le soutien aux officines de déstabilisation du pouvoir), Donald Rumsfeld est reparti sans avoir rien obtenu.

Tel est le cours des choses en Asie centrale, loin, très loin des visions hallucinées des médias parisiens...

Bertrand RENOUVIN

(1) Cette injonction ne concerne pas le Détachement français positionné à Douchanbe à la suite d'un accord bilatéral franco-tadjik, conclu avec le plein accord des Russes qui ont récemment donné (très vite, en 48 heures, ce qui ne s'était jamais vu) l'autorisation de survol de leur territoire aux six Mirage français qui opèrent sur l'Afghanistan depuis la piste de Douchanbe.



♦ Au Tadjikistan en 2004, poste de contrôle russe à l'entrée du Gorno-Badakhchan.

de retirer d'Asie centrale les troupes momentanément établies au Kirghizstan (3 000 soldats de l'Otan à Manas) et en Ouzbékistan (13 000 soldats américains à Karchi-Khanabad) avec la permission de ces deux pays et de la Russie.

Sur le plan militaire, ce sont donc les États-Unis qui vont plier bagage (dans les trois prochains mois en Ouzbékistan) alors que la Russie maintient ou renforce ses positions militaires. Ses soldats demeurent sur la base de Kant au Kirghizstan, et la coopération militaire entre la Russie et le Tadjikistan s'est renforcée. Le 16 octobre 2004, lors d'une visite à Douchanbe, le prési-

versement fleuries qui avantageraient à terme les Américains se heurte quant à elle à tout un ensemble de facteurs historiques et culturels.

Même si les Russes décidaient de ne plus rien faire en Asie centrale, leur présence demeurerait forte dans les prochaines décennies. Jeunes et moins jeunes continuent de parler russe (langue de communication officielle au Tadjikistan) et de vivre intensément la culture russe, de regarder la médiocre télévision russe et d'écouter massivement, au soir du 31 décembre, les vœux du président Poutine. À la différence du dictateur ouzbek, le président Rakhmonov

Otages

Nizan mort et réhabilité

Voulez-vous savoir la vérité sur les premiers Français longtemps retenus comme otages en Irak ?

L'histoire de la capture, de la détention et des conditions de la libération de Christian Chesnot et Georges Malbrunot n'a pas été publiée par un journaliste patenté, par un médiatique expert du terrorisme international mais par... un auteur de romans d'espionnage.

Même si l'on fait la fine bouche dans les dîners en ville lorsqu'un audacieux déclare s'être divertit et informé en lisant le dernier SAS, c'est bien Gérard de Villiers qu'il faut lire si l'on veut connaître les détails de cette malheureuse affaire (1). Cet auteur de *littérature de gare* a le bon goût de se rendre sur place avant d'écrire ses romans ; il sait décrire une ville, restituer une ambiance et les informations qu'il donne sont puisées à d'excellentes sources.

Ces qualités se retrouvent lorsque l'auteur de fictions se mue en enquêteur de terrain. Vous saurez tout sur le rôle désastreux joué par le député Julia et ses étranges amis, et presque tout sur l'action décisive menée par l'ambassadeur de France en Irak, Bernard Bajolet, et par la DGSE.

Apprécié par les diplomates et les professionnels du renseignement, l'ouvrage confirme que l'agitation médiatique n'a d'autre résultat que de faire monter le prix des otages et qu'il faut faire résolument confiance, en cas d'enlèvement, à nos ambassades et à nos services spécialisés.

Jacques BLANGY

📖 Gérard de Villiers - « *Otages, la vérité* », Fayard, 2005, prix franco : 15 €.

Pascal Ory profite des célébrations du centenaire de la naissance de J.-P. Sartre pour nous proposer une nouvelle édition de sa biographie de Paul Nizan (1905-1940) qui fut en quelque sorte son jumeau à bien des points de vue.

Nizan, mort en renégat, aux yeux du Parti communiste, fut un écrivain et un journaliste communiste de premier rang. Son crime ? Avoir dénoncé le pacte germano-soviétique en 1939.

Le 23 mai 1940, Paul Nizan, interprète auprès de l'armée anglaise, tombe face à l'ennemi dans les combats à proximité de Dunkerque. Cet ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de philosophie, est un écrivain de la NRF et un journaliste aussi. Une mort égarée parmi des milliers d'autres, qui n'aurait dû susciter que quelques commentaires apitoyés. Et pourtant, dès le début de l'Occupation, son parti entame une campagne insidieuse de calomnies et de médisances à son encontre.

Pour comprendre, sautons à une autre guerre. Octobre 1917, à Paris, une classe au lycée Henri IV, la 5^e. La porte s'ouvre. Un nouveau entre. Un ancien le remarque tout de suite. L'ancien est Jean-Paul Sartre, le nouveau est Paul Nizan. Une grande amitié va se nouer entre eux, une amitié si constante qu'on finira par les baptiser *Nisartre* et *Sazan* à la Sorbonne comme à Normale.

Nizan vient d'un milieu modeste, son père était agent de maîtrise à la Compagnie du chemin de fer de Paris à



♦ *Sartre et Nizan.*

Orléans. À quinze ans, il veut entrer en religion. C'est dans l'air du temps : Claudel et Maritain viennent de se convertir, Cocteau se laisse tenter lui aussi. Puis il s'égare quelques mois dans un parti d'extrême droite.

Ces expériences ne le séparent pourtant pas de Sartre qui n'hésite pas à préfacer son premier livre *Aden Arabie* où il évoque leur jeunesse perdue, le *chic* du strabisme convergent de Nizan « *qui lui donnait l'air profond* ». Surtout Nizan évoque dans ce livre son séjour à Aden, en 1927 comme précepteur, où il découvre le colonialisme « *un comprimé d'Europe chauffé à blanc* » dit-il. À son retour, il adhère au Parti communiste et part enseigner à Bourg-en-Bresse où il participe au combat syndical et se présente aux législatives de 1932.

De retour à Paris l'année suivante, il devient journaliste et écrivain pour assurer la rubrique de politique étrangère au quotidien communiste *Ce soir*, puis pour en devenir le rédacteur en chef. Il publie trois romans *Antoine Blondé*,

Le cheval de Troie et *la Conspiration* qui lui valent l'estime des milieux littéraires et le prix *Interallié*. Sartre nous donne une définition de son style : « *Sec et négligent, ses longues phrases cartésiennes qui tombent en leur milieu, comme si elles ne pouvaient plus se soutenir, et rebondissent tout à coup pour finir dans les airs...* ».

Ni les procès de Moscou, ni Munich n'entament ses convictions. Mais à l'été 39, il est anéanti lorsqu'il apprend la signature du pacte germano-soviétique, quitte *Ce soir* ainsi que son parti et rejoint immédiatement son affectation militaire. Très vite ses amis communistes le font passer pour un indicateur de police et un traître. La campagne de calomnies sera orchestrée notamment par Aragon.

Il faudra tout le courage de *Rirette*, la veuve de Nizan, pour rétablir la vérité sur sa mort : son mari n'avait pas été abattu par un militant communiste mais par les Allemands comme d'autres militaires anglais qui se trouvaient à proximité. Et c'est l'ami de toujours, Sartre, qui le lavera dans une campagne courageuse de l'accusation la plus infâme : Nizan flic et mouchard. Il « *rendra à son petit camarade* » de Normale, son vrai visage, celui d'un écrivain écorché vif, blessé par le Pacte comme il l'avait été autrefois par Aden.

Jacques DORÉMIEUX

📖 Pascal Ory - « *Nizan, destin d'un révolté* », Éd. Complexe, 260 pages, prix franco : 21 €.

La force de conviction

Depuis une dizaine d'années (c'est-à-dire depuis la publication de *La Trahison des Lumières* en 1995) Jean-Claude Guillebaud a entrepris une très vaste enquête sur les idées contemporaines, celles qui sont en prise directe sur les mentalités et les mœurs. Il faudrait ajouter les croyances, si l'on veut bien admettre que les périodes les plus antireligieuses ou les plus agnostiques ne sont nullement dépourvues de cette confiance plus ou moins obscure qui s'attache à des convictions. Paul Ricœur parlait de « l'énigme du tenir pour vrai » et désignait l'attitude mentale dont dépendaient acceptation ou assentiment, persuasion ou adhésion intime. Le penseur le plus athée qui soit ne saura jamais se départir d'un minimum de croyance. L'exemple du vingtième siècle s'est chargé de le montrer à l'évidence avec ses religions séculières. Cela est si vrai que beaucoup se sont réveillés avec *la gueule de bois*, répudiant à jamais les aventures collectives, les idéologies prométhéennes, les grands récits anticipateurs des illusions meurtrières. Il faut être Alain Badiou pour exprimer ouvertement sa nostalgie d'un siècle animé par « la passion du réel », rassemblé dans le projet d'un *nous* collectif assez puissant pour ne pas faire l'économie de la violence accoucheuse de l'histoire.

Jean-Claude Guillebaud, qui excelle à dresser des dossiers où se rejoignent l'acuité de l'analyse et l'ampleur de la synthèse, ne méconnaît nullement la tentation sceptique du présent, le recul des « valeurs héroïques », la conscience de la fragilité extrême de notre condition au sein d'une terre promise à l'épuisement. Le repli individualiste, l'humanisme compassionnel, la dépolitisation ne dessinent-ils pas un tout autre univers mental, dégrisé ? Peut-être celui que Michel Foucault appelait de ses vœux en reprenant à Nietzsche quelques-unes de ses perspectives. Que reste-t-il à concevoir ou à faire lorsqu'il est avéré que l'on a bien « vidé la mer » avec la mort de Dieu, sinon s'occuper de l'exclusif *souci de soi* ? Et atteindre peut-être cette légèreté narcissique d'un individu sans gravité, sans attaches trop aliénantes. Nous vivons largement dans ce climat mental qui s'identifie au mythe de la postmodernité. Mais Guillebaud n'a aucun mal à nous persuader qu'il s'agit là aussi d'un rêve, déjà obsolète : « Nous pensions avoir vidé la mer et nous découvrons avec surprise qu'elle s'est emplie à nouveau. Nous pensions en avoir fini avec la croyance et nous voilà désormais devant la superstition. Nous pensions avoir expulsé les dieux, voilà que reviennent au milieu de nous... les idoles. »

Sans doute les croyances ne sont-elles pas toujours là où on pense les dénicher, même si les vieilles superstitions sont de retour. Surtout, elles sont souvent très mal identifiées. Là où on perçoit de très traditionnels *revivals* religieux, on doit détecter des phénomènes typiquement modernes. Le fondamentalisme islamiste, que l'on craint à juste raison, est selon, les meilleurs spécialistes « un pur produit de la

modernité et de l'atomisation individualiste qui l'accompagne », c'est un islam décomposé par la modernité qui suscite des activistes « qui sont d'abord passés par un stade d'occidentalisation et d'émancipation personnelle ». La tradition est d'autant plus bruyamment invoquée qu'on s'est détaché des institutions et des autorités qui la portaient. Au fond, il s'agit de crédulité et il n'est pas sûr que l'on soit encore dans le domaine proprement religieux. Mais pour être médiatiquement et événementiellement très visible ce domaine est loin d'être seul à se rapporter à ce que j'appellerais le fidéisme contemporain. En effet, Jean-Claude Guillebaud désigne trois autres lieux sensibles, habituellement ignorés par les sociologues de la croyance, d'autant que leur haute charge apparente de rationalité les rend hors d'atteinte des soupçons iconoclastes. Il s'agit de l'économie « saisie par le cléralisme », de la science travaillée par le vieux rêve scientiste du XIX^e siècle et du système médiatique au service du recyclage du vieux sens de l'histoire. Est-il utile de préciser que sur ces trois points j'adhère entièrement aux

remarques critiques de notre enquêteur dont l'iconoclasme éclaire avec pertinence les enjeux redoutables d'une mythification et d'une sacralisation de motifs idéologiques ainsi transformés en objets de croyance. La menace est considérable. Ne conviendrait-il pas, par exemple, que les journalistes libres s'organisent d'ores et déjà en « dissidence » pour contrer les effets de l'énorme dispositif qui s'oppose à l'expression d'une pensée autonome ? Cette suggestion de l'auteur est à mettre en rapport avec d'autres moyens de riposte que la technologie met au service des citoyens en permettant la création de réseaux de réplique intellectuelle et de résistance morale.

Mais l'originalité de cet essai sur la croyance est peut-être encore plus évidente dans sa troisième partie, intitulée « À quoi

pouvons-nous croire ? » Jean-Claude Guillebaud y aborde de front les questions généralement délaissées à cause des préjugés rationalistes. Mais ces préjugés sont d'abord préjudiciables à la raison elle-même, bien en peine d'identifier ses propres dérapages de crédulité. En ce sens, il est grand temps de « laïciser la science et la technologie » afin de ne pas faire endosser à l'une et à l'autre les fantasmes de la toute-puissance. Il est aussi grandement nécessaire de mettre en relation intelligence et foi, ne serait-ce qu'en recherchant les chemins particuliers de l'adhésion du croyant, ce que le cardinal John Henry Newman au dix-neuvième siècle appelait « la grammaire de l'assentiment ». Non seulement la démarche de la foi n'est pas contraire à celle de la raison, mais la sollicite instamment dans une dynamique toujours ouverte où le questionnement est constant. Là-dessus il faudrait pouvoir reprendre, avec tout le temps désirable, les remarques de Jean-Claude Guillebaud sur l'herméneutique de la Bible, sur le champ de la réflexion dogmatique et aussi sur les rapports entre foi individuelle et institution. Le domaine de culture qui se trouve ainsi balayé est considérable. N'est-il pas remarquable que l'enquête, précise et large en même temps, poursuivie par Guillebaud libère l'intelligence contemporaine de ses enfermements pour être plus disponible aux requêtes considérables d'une époque, la nôtre, qui trop crédule pour être vraiment croyante, devrait sortir enfin de son autisme inavoué ?

par Gérard Leclerc



■ Jean-Claude Guillebaud - « *La force de conviction* », Seuil, prix franco : 22 €.

Monologue

Si j'avais des ailes d'aigle...

Le récit amoureux, confession ou monologue intimiste, reste un exercice littéraire dangereux où l'on risque rapidement de verser dans la mièvrerie *sentimentaliste*. Chez Marcelle Sauvageot rien de tel.

Auteur, en 1934, d'un livre se transmettant de décennie en décennie tel un grimoire rare, Marcelle Sauvageot monologue l'exigence d'un amour qui fût total jusque dans ses faiblesses.

Au départ, une femme, l'auteur, reçoit son congé d'un homme qu'elle a aimé. L'infidèle lui propose en échange son amitié. Situation plutôt banale. À ceci prêt qu'ici nous sommes à la table d'un véritable écrivain. Et Marcelle Sauvageot de disséquer cet amour dérobé jusque dans sa logique la plus secrète. Ce qu'elle analyse avec une implacable froideur c'est moins l'amour de l'autre qu'elle-même face à cet amour. « *Je veux bien perdre la tête, mais je veux saisir le moment où je perds la tête et pousser la connaissance au plus loin de la conscience qui abdique.* »

Toute la morale de l'auteur réside dans cette citation. Aimer en conscience afin par cet amour de connaître l'autre pour ce qu'il est et de se connaître soi-même par effet prismatique. L'amour dans ce court monologue s'élève au rang de l'exigence. Un tel amour englobe et surpasse la condition humaine. Si un parallèle devait être établi, je penserais au film de Dreyer, *Gertrud*, et sa maxime finale *L'amour est tout*. Mais ce tout est un feu qui tout à la fois illumine et consume ceux qu'il éclaire.

Bruno DIAZ

☞ Marcelle Sauvageot - « *Laissez-moi : commentaire* », Éd. Phébus, prix franco : 12 €.

Nul ne sait ce qu'il adviendra de la République de Macédoine. Sortie en 1991 de la fédération yougoslave et admise à l'ONU en 1993, elle n'est encore pleinement reconnue que par une poignée de nations. Parmi ses voisines, la Grèce conteste son nom, la Bulgarie sa langue, la Serbie sa naissance, et l'Albanie, dont la minorité fournit le quart de ses deux millions d'habitants, y encourage un irrédentisme à la kosovar.

En cette *transition* - certains disent plus crûment : en attendant de tomber sous un nouvel empire comme la pléiade d'États née du séisme des Balkans - il faut survivre. La Macédoine s'efforce de dissoudre la pénurie protectrice du régime socialiste dans les fantasmes consuméristes globalisés par nos gouvernances ultra-libérales, mais garde le souci original d'enrichir l'identité culturelle, spirituelle, qui légitimera sa présence à l'histoire. Exploit peut-être reconnu un jour comme héroïque, puisque cette « liqueur de longue vie » est ici... la poésie.

Fondées il y a 44 ans, les *Soirées poétiques de Struga* se réfèrent à de plus anciennes fondations : sur les rives du lac d'Ohrid évangélisées au IX^e siècle, les frères Cyrille et Méthode ont inventé l'alphabet glagolitique des peuples slaves et saint Clément créé son « école littéraire ». La maison de deux autres frères du XIX^e siècle est érigée en mémorial de la tradition lyrique locale ; l'un d'eux, Constantin Miladinov, étudiant à Moscou vers 1860, écrivit *Nostalgie du Sud*, poème d'exil devenu le manifeste de l'identité macédonienne. Il faut l'avoir entendu proclamer dans la nuit d'été, du parvis du Palais de la Poésie au bord du

Drin, tandis que sept vestales en tunique blanche croisent leurs torches en faisceau et qu'une huitième enflamme le flambeau d'Apollon... Il faut avoir assisté à la remise de la « Guirlande d'or » sur un pont transformé en Parnasse, avec la foule massée sur les rives, le long du parc où pousse un arbre au nom de chaque lauréat et tout au long des rues où les bustes de bronze des aèdes macédoniens dialoguent avec leurs ombres...

Reste - si le poète conserve parmi nous, même clandestin ou sous l'éteignoir des marchands, la dignité que mérite son amour du Verbe - que c'est là, à Struga, un haut lieu de rencontre et de consécration de la création poétique sur cette planète. Le *Who's Who* du festival montre combien les organisateurs se tiennent informés des œuvres et auteurs de tous pays et les traduisent excellemment, non seulement en leur langue, mais en un bel anglais littéraire qui succède au français comme *lingua franca* de la poésie. Et puisque nul autre de notre pays n'y était et que la presse française se gardera sûrement de rendre compte de l'événement, offrons pour une fois à *Royaliste* la primeur d'un *scoop* littéraire en cueillant quelques noms parmi les 44 invités de 2005. Y figure sans doute l'une des voix

majeures du siècle, à commencer par le grand Américain proche de notre cœur, William Merwin (1). Et pourquoi pas Andrea Cote, la Colombienne dont la jeune ferveur a mérité le *Prix des Ponts de Struga* ? Les lectures augurent un bel avenir à l'inventivité du Belge Philip Meersmann, à la rigueur sculpturale de l'Allemand parisien Jochen Winter, aux déjà célèbres Soudanais Tarek Eltayeb et Sergio Badilla Castillo que la dictature exila à Stockholm, à Hyam Yared, belle Libanaise dont le français limpide chante une passion égale aux grandes amoureuses, comtesse de Die ou Louise Labé, aux âpres accents du Russe Vyaceslav Kuprijanov, à Amir Or venu d'Israël en berger et gardien de l'Hélicon, à Ana Risticovic fée de Belgrade, à la Galloise très sensible Fiona Sampson, à la sève danoise de Pia Tafdrup, à Philippe Jones, poète belge à qui sa fine langue française a déjà valu de multiples hommages, enfin, né au Viêt-Nam, le passeur de parole vers sa terre encore ingrate, Nguyen Chi-Trung... Et il faudrait encore évoquer la silhouette de l'Anglais épris d'art, Edward Lucie-Smith, et de Zhao Lihong, messenger planétaire d'une Chine énigmatique.

À l'autre bout du lac, au monastère Saint-Naum, le pèlerin s'agenouille, pose l'oreille sur une pierre tombale et entend battre un cœur. Ainsi peut-on prêter l'oreille à la poésie, sachant seulement qu'un cœur - est-ce le nôtre ? - y bat.

Luc de GOUSTINE

☞ (1) William Stanley Merwin - « *La Renarde* », trad. L. de G. - éd. Fanlac, 2004, 155 p., prix franco : 19 €.

Les habits neufs de *Royaliste*

Avant toute chose, il me faut remercier chaleureusement tous nos amis. Nous avons clos notre souscription fin août en dépassant largement l'objectif fixé. Cela a été possible grâce à quelques donateurs particulièrement généreux mais aussi et surtout par la mobilisation de tous ceux qui ont tenu à nous apporter leur soutien et nous manifester ainsi leur volonté de voir *Royaliste* poursuivre sa tâche et progresser.

Comme vous pouvez le constater, et ainsi que je l'avais annoncé dans notre précédent numéro, *Royaliste* a profité de l'été pour faire peau neuve. Nous avons abandonné la couleur jaune de notre titre - qui nous coûtait très cher - au profit d'un papier teinté de belle qualité, et nous avons amélioré sensiblement la qualité de l'impression.

Autre innovation dont nous attendons beaucoup : en plus de la version papier normale de *Royaliste*, nos abonnés internautes recevront désormais gratuitement une version électronique du journal (au format PDF) qui leur permettra de faire, de manière simple, leur propre propagande en le faisant suivre à leurs correspondants, relations et amis. Ainsi, profitant des immenses possibilités qu'apporte internet, notre audience sera démultipliée et cela à moindre coût. Nos abonnés internautes qui le l'auraient déjà fait sont priés de nous envoyer leur adresse courriel.

Enfin, pour terminer, j'attire votre attention sur quelques dates qui marquent notre rentrée militante : d'abord, le 25 septembre, l'élection partielle dans la 13^e circonscription des Hauts-de-Seine (Antony, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry et Sceaux) où nous apportons notre soutien à un candidat royaliste indépendant, Jean-Philippe Chauvin, qui se présente contre Patrick Devedjian ; ensuite notre pot de rentrée qui aura lieu le samedi 1^{er} octobre ; les *Mercredis de la NAR*, quant à eux, reprendront le mercredi 12 octobre ; enfin les 29 et 30 octobre aura lieu une session de l'IFCCE, dans la banlieue de Troyes, avec pour thème : « *Pour une République sociale* ». Il n'est pas besoin de préciser que **tous** nos amis sont cordialement invités à venir participer à ces activités.

Yvan AUMONT

13^e liste de souscripteurs

Roger Akriche 28 € - Claude-Eugène Anglade 30 € - Jean-François Asselin 100 € - Georges Balandier 50 € - Patrick Barrau 100 € - Laurent de Boissieu 20 € - Djamel Boudjelal 16,52 € - Jocelyne Buche 20 € - Jean-Luc Castro 100 € - Jean Charbonnel 100 € - Guy Delranc 20 € - Marc Desaubiaux 40 € - Michel Fontaurrelle 1000 € - A.D. (Ain) 100 € - Michèle Dutac 7,24 € - Richard Fielz 100 € - Jean Grimaldi d'Esdra 200 € - Michel Godefroid 10 € - Marc Hédelin 13 € - Patrick Jacques 7,62 € - Bernard Javault 100 € - Renée Lavaut 20 € - Guy Leclerc-Gayrau 10,29 € - Jean-Louis Legoux 53 € - N.L. (Loiret) 30 € - Frédéric Mitterrand 100 € - Olivier Moulin 90 € - Michel Paris 50 € - Jacques de Poulpique 20 € - Yolande de Prunelé 50 € - Michel Roth 20 € - Alain Saint Paul 53 € - Un royaliste du Maine 25 € - Raymond Tavernier 6 € - Philippe Tesson 100 € - Alain Théry 20 €.

Total de cette liste : 2 809,67 €

Total précédent : 16 136,91 €

Total général : 18 946,58 €

SESSION IFCCE

L'IFCCE organise les 29 et 30 octobre prochain à la Chapelle-Saint-Luc (Troyes) une nouvelle session de politique appliquée sur le thème : « *Quelle République sociale pour demain ?* » avec les interventions de Philippe Arondel, journaliste, chargé de la recherche économique dans un Bureau d'études syndical, Gérard Filoche, ins-

pecteur du travail, animateur du courant « Démocratie et Socialisme » au sein du Parti Socialiste et Maurice Braud., membre du Bureau de l'Office Universitaire de Recherches Socialistes (OURS)

► Il est obligatoire de s'inscrire pour participer à la session. Documentation et formulaire d'inscription envoyés sur simple demande.

la nouvelle action royaliste

Yvan Aumont, Bertrand Renouvin, la rédaction de *Royaliste* et les animateurs de la N.A.R.

vous invitent à venir boire le verre de l'amitié au



POT DE RENTREE

le SAMEDI 1^{er} OCTOBRE

à partir de 18 h 30

dans les locaux de la NAR, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

à 19h30 : allocution de Bertrand Renouvin

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Manœuvres de diversion

A gauche, les manœuvres de diversion se multiplient alors que la bataille politique entre socialistes et libéraux est à peine engagée.

Il y a bien sûr toutes ces candidatures plus ou moins explicites pour 2007, qui sont destinées à ouvrir la voie à Lionel Jospin, l'enfant chéri des sondeurs d'opinion, muré depuis trois ans dans son bunker psychique.

Voici maintenant une double opération tactique. Elle est menée par Jack Lang, vedette vieillissante qui joue sa survie médiatique, et par Arnaud Montebourg, ambitieux jusqu'à la caricature. L'objectif, annoncé il y a quelques années dans l'indifférence générale, est de créer une sixième république. La nouveauté, c'est que les larrons proposent deux variantes du jeu de bricolage institutionnel.

L'une, mise à la mode dans les années soixante par un quarteron de professeurs de droit constitutionnel, consiste à créer un « régime présidentiel à l'américaine ». L'autre, assez rigolote, se présente comme la copie d'un « régime à l'anglaise ».

Ennemi déclaré de la V^e République, Jean-Marie Colombani soutient bien entendu cette offensive d'allure anglo-saxonne dans les colonnes du *Monde*.

Nous procèderons à une critique complète de ces fantaisies juridiques si un authentique candidat socialiste, désireux de récupérer la fraction Montebourg ou de neutraliser quelques copains de Jack Lang, en venait à glisser dans son programme une des âneries énoncées par ces messieurs.

Pour l'heure, il suffit de rappeler deux observations banales : le régime présidentiel a toujours été un échec dans notre pays, par l'effet d'une implacable logique politique ; la référence aux États-Unis est cocasse depuis que la première élection de George Bush a révélé au monde entier à quel point le système politique américain était *ringard* – pour reprendre un mot très prisé par le Narcisse de la rue de Solferino.



L'importation du régime « à l'anglaise » supposerait quant à elle l'instauration en France d'une monarchie successorale car les institutions britanniques n'existeraient pas sans la présence active d'une dynastie royale, qui exprime l'identité et incarne l'unité de cette nation complexe. Mais M. Montebourg, par inculture plus que par idéologie, confond la symbolique politique et les dépôts annuels de chrysanthèmes par un quelconque soliveau.

Les socialistes et les communistes feraient une faute majeure s'ils entraient dans le jeu de MM. Lang et Montebourg. La révolution institutionnelle a été accomplie entre 1958 et 1962 – malgré leurs criailleries, ils en

ont largement bénéficié – et la priorité doit être donnée à la lutte sociale et à la révolution économique, selon la volonté exprimée par une majorité de citoyens le 29 mai.

C'est la rupture radicale avec l'ultra-libéralisme et la mise en œuvre d'une nouvelle politique européenne de développement qui sont à l'ordre du jour, non la destruction de notre Constitution. C'est l'éviction des oligarques de droite et de gauche qu'il faut préparer, non les compromis avec tel ou tel histrion, sous prétexte qu'il aurait fait carrière grâce à François Mitterrand.

Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à toute réforme de notre Constitution. Surchargée de proclamations ineptes et de dispositions redondantes, affaiblie par la réduction de la durée du mandat présidentiel, notre loi fondamentale mérite d'être révisée.

Nous avons pour notre part indiqué des réformes qui empêcheraient le déchaînement des rivalités politiciennes et remédieraient à la crise de la représentation nationale. Nous avons demandé la révision complète du mode d'élection du Sénat. Nous avons proposé qu'il soit interdit au Premier ministre en exercice de se présenter à l'élection présidentielle qui suit sa prise de fonction à Matignon. Nous voulons que l'indépendance du président de la République soit rétablie, afin qu'il puisse jouer autant que possible son rôle d'arbitre et de garant de la continuité de l'État – ce qui suppose un allongement de la durée de son mandat.

Nous offrons ces éléments de programme à qui voudra les inscrire dans son projet présidentiel. Pour nous permettre de reprendre le mouvement esquissé entre 1981 et 1983, c'est la révolution gaullienne qu'il faut prolonger.

Bertrand RENOUVIN